



Fédération
Syndicale
Unitaire

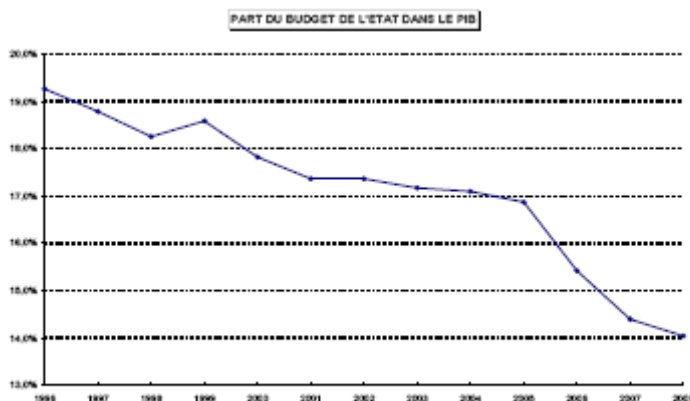


78 rue Lecourbe– 75015 PARIS
☎ 01 44 38 35 13
01 44 37 00 30
Fax 01 44 38 35 80
Répondeur 01 44 37 00 44
Mel : [syndicat.snu-
tef@snu.travail.gouv.fr](mailto:syndicat.snu-tef@snu.travail.gouv.fr)
Web : <http://www.snutefi-fsu.org>

IL Y A VRAIMENT DE QUOI ETRE EN GREVE LE 20 NOVEMBRE 2007 !

EN GREVE contre la stagnation des salaires, les baisses de pouvoir d'achat, la dégradation des pensions et retraites

• contre le refus de revaloriser les salaires et les pensions alors que le pouvoir d'achat des agents de la Fonction Publique n'a cessé de baisser : près de 7% depuis 2000 ! et que la part du budget de l'Etat dans le PIB continue à reculer!



• contre les dernières mesures inacceptables proposées par le gouvernement le 26 octobre, en particulier la possibilité pour les fonctionnaires ayant un compte épargne temps de se faire payer 4 jours de RTT non pris prélevés sur ce CET au taux de 125 euros en A, 80 euros en B, 65 euros en C. C'est une fin de non-recevoir de la demande intersyndicale de rattrapage des pertes de pouvoir d'achat.

• contre une nouvelle dégradation du montant des retraites et pensions. Sans aucun débat, tout se met en place pour confirmer l'augmentation du nombre de trimestres nécessaires pour avoir droit à une retraite pleine et entière (passage aux 41 annuités d'ici 2012). Cela montre bien que l'avenir des retraites, dans la Fonction Publique comme dans le privé, est lié à celui des autres régimes, notamment ceux des transports, du gaz et de l'électricité, et pour lesquels les agents luttent justement contre la dégradation.

EN GREVE contre la casse de la Fonction Publique

Le Président de la République a clairement affiché sa volonté lors de son discours du 19 septembre 2007 à Nantes : diminution très forte du nombre de fonctionnaires d'Etat, fusion des administrations, attaques contre le statut général de la fonction publique, recours à l'emploi contractuel précaire (« *contrat de droit privé de gré à gré* »), individualisation de la carrière et de la rémunération des fonctionnaires, en fonction de leur « *mérite* » et de leur « *performance* »... La Révision Générale des Politiques Publiques, actuellement en cours, est conçue comme une véritable machine de guerre contre l'emploi public (recensement de tout ce qui pourrait être refilé au privé).

EN GREVE contre le **démantèlement du Ministère du Travail** qui, après le passage des missions emploi formation au Ministère de l'Economie, se voit menacé dans son fondement historique par le projet de décret portant modification du statut des contrôleurs et des inspecteurs du travail. Ce projet, s'il est adopté, permettra, à court terme, d'extraire des collègues contrôleurs et inspecteurs des services, autoritairement, sans passage en CAP, pour servir de main d'œuvre au Ministère de la chasse aux étrangers de Brice Hortefeux. A plus long terme, ce décret permettrait aux pouvoirs publics de vider l'inspection du travail de sa substance en affectant ses agents dans d'autres ministères et, pourquoi pas, de créer une agence de l'inspection !

EN GREVE contre les suppressions d'emploi et la dégradation des conditions de travail.

Les chiffres sur les pertes d'emploi dans la fonction publique d'Etat sont éloquentes :

2003 : - 993
2004 : - 4537
2005 : - 7392
2006 : - 5430
2007 : - 15032
2008 : - 22921



Dans notre tout petit Ministère, ce sont 88 emplois de catégorie C en moins au budget 2008 !

Pour nos salaires, l'emploi et les services publics, contre la casse de notre Ministère, après le 18 octobre, poussons encore plus fort le 20 novembre 2007 !